

## Paul Magnette « Sur l'UE, la tâche est immense »

Le socialiste belge estime que la responsabilité d'Emmanuel Macron est de rassurer les eurosceptiques.

Pour cela, il doit restaurer le leadership de l'Union

Par PAUL MAGNETTE

L'élection d'Emmanuel Macron a été saluée comme le signe d'un sursaut européen. Les citoyens français ont rejeté la voie du repli nationaliste et réaffirmé leur attachement aux valeurs d'ouverture et de progrès. Comme un écho à cette jeunesse qui, en Pologne, en Roumanie, en Hongrie, brandit le drapeau étoilé pour s'opposer aux gouvernements qui bradent les libertés publiques. Le « patriotisme constitutionnel européen » cher au philosophe Jürgen Habermas est peut-être en train de prendre corps.

La responsabilité du nouveau chef de l'Etat français n'en est que plus grande. Il s'agit, ni plus ni moins, de démontrer aux citoyens européens que l'Union n'est pas le cheval de Troie d'une mondialisation sauvage, mais notre seule chance d'y mettre bon ordre.

La tâche est immense, aussi vaste et profonde que la détresse de ces millions de travailleurs relégués aux marges d'un nouveau monde dont ils subissent la violence au quotidien. L'Europe n'est pas le coupable universel, mais elle a sa part de responsabilité. Le tournant du traité de Maastricht en 1992, combiné à un élargissement mal maîtrisé et à une vision béate de la mondialisation heureuse, a lentement mais durablement sapé le soutien au

projet européen. Pour une majorité des citoyens de la vieille Europe, l'Union est devenue synonyme de délocalisations, de mise en concurrence des services publics, de marchandisation de l'agriculture, de dumping social, d'évasion et de fraude fiscales. Elle incarne l'échec des politiques d'austérité, et pour certains une tutelle budgétaire aveugle et humiliante.

A cet égard, que les citoyens français aient plus voté contre l'extrême droite qu'ils n'ont soutenu le nouveau président n'est pas sans importance. Une rhétorique européenne qui ne s'adresserait qu'aux convaincus ne peut qu'aggraver la crise de confiance. D'autant que François Hollande avait, lui aussi, suscité de larges sympathies en promettant de réviser les traités européens, et que l'on sait ce qu'il en est advenu. Chat échaudé craint l'eau froide.

En plaidant pour la création d'un budget européen et un vaste plan d'investissements publics, Emmanuel Macron a donné un premier signal. A l'instar de Jacques Delors, il aurait pu donner chair à cette intention en suggérant de faire de l'Union le champion mondial de l'efficacité énergétique, pour réaffirmer notre leadership en matière de lutte contre le réchauffement climatique, réduire notre dépendance à l'égard des pays producteurs de pétrole, soutenir l'emploi local et le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes. L'Europe n'est pas endettée, elle est la première puissance économique du monde, aucune banque ne peut lui refuser les crédits nécessaires à une telle politique.

### « AFFIRMER NOS PRINCIPES »

Renforcer sa cohésion interne ne suffira pas, l'Union doit aussi exercer son influence au-delà de ses frontières. Durcir la lutte contre le

dumping commercial est une évidente nécessité. Défendre nos emplois, en réservant l'accès aux marchés publics aux entreprises majoritairement européennes, à travers un « Buy European Act », n'est qu'une juste réponse aux stratégies menées par d'autres grandes puissances, n'en déplaise au commissaire Jyrki Katainen, en charge de l'emploi et de l'investissement.

Mais la reprise en main de la mondialisation ne peut pas être purement défensive. Nous devons retrouver l'audace d'affirmer nos principes dans nos échanges avec le reste du monde. Inclure des normes sociales et environnementales contraignantes et des mécanismes d'échange des données fiscales dans les accords commerciaux est un premier pas.

L'Europe, même après le Brexit, demeure le plus grand marché du monde, et cela lui confère le droit de rappeler que le commerce, trop souvent considéré à Bruxelles comme une finalité en soi, n'a de vertu que s'il sert la lutte contre la pauvreté et le respect intégral des droits humains, en particulier ceux qui protègent les travailleurs, ici et ailleurs.

Le débat en Wallonie autour du CETA [traité international de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada] nous a démontré que, lorsque les élus, impliqués dans une intense conversation publique avec la société civile, osent réaffirmer ces valeurs, la démocratie reprend des couleurs. Nourris de cette expérience, nous nous sommes promis d'examiner tout futur traité commercial avec la même rigueur, et d'évaluer les effets de ceux qui sont en vigueur. Et nous sommes convaincus que beaucoup de citoyens aspirent à ce que la mondialisation cesse d'être présentée comme un impé-

ratif catégorique, et soit assumée comme une réalité qui mérite un débat contradictoire.

Il faut dire aux Européens convaincus, qui déplorent que tous ne partagent pas leur enthousiasme, que l'UE souffre moins d'être mal comprise des citoyens que de mal les comprendre. C'est parce que les déçus de l'Europe

croient encore en elle, et en attendent beaucoup, qu'ils dénoncent avec passion ses erreurs et ses errements. Leur expliquer qu'ils ont tort serait la meilleure manière de leur donner raison. ■

Paul Magnette, président du Parti socialiste belge et ministre-président de la Wallonie

depuis 2014. C'est à ce titre que ce spécialiste du droit européen s'est opposé en octobre 2016 à la ratification de l'accord économique et commercial global (CETA) négocié pendant sept ans entre l'Union européenne et le Canada

**IL S'AGIT  
DE DÉMONTRER  
AUX CITOYENS  
QUE L'UNION N'EST  
PAS LE CHEVAL  
DE TROIE D'UNE  
MONDIALISATION  
SAUVAGE**